



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**Centre National de Transfusion Sanguine
(CNTS)**

Rapport Final

Septembre 2015

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX.....	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	8
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION.....	8
1.2. OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER.....	8
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS.....	8
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	8
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	10
2.2.1. <i>La Cellule de Passation des Marchés (CPM)</i>	11
2.2.2. <i>La Commission des Marchés</i>	11
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	11
2.3.1. <i>La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)</i>	11
2.3.2. <i>L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)</i>	12
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	12
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	13
2.6. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	13
2.7. ARRETES D'APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	14
3. SYNTHÈSE DE LA REVUE	16
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL	16
3.1.1. <i>Présentation du CNTS</i>	16
3.1.2. <i>La commission des marchés</i>	17
3.1.3. <i>La cellule de passation des marchés</i>	18
3.1.4. <i>Production des rapports trimestriels et du rapport annuel</i>	18
3.1.5. <i>Documents de programmation de la préparation des marchés</i>	18
3.1.5.1. <i>Plan de passation des marchés</i>	18
3.1.5.2. <i>Avis général de passation des marchés</i>	18
3.1.6. <i>Archivage des dossiers</i>	18
3.1.7. <i>Registre des marchés</i>	19
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES.....	19
3.2.1. <i>Échantillon</i>	19
3.2.2. <i>Rappel des seuils de passation des marchés applicables au CNTS</i>	20
3.2.3. <i>Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)</i>	21
3.2.4. <i>Marchés conclus par Appel d'Offres (AOO)</i>	21
3.2.5. <i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours</i>	21
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	21
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE	22
3.4.1. <i>Sélection</i>	22
3.4.2. <i>Travaux effectués</i>	22
3.4.3. <i>Résultats</i>	22
4. RECOMMANDATIONS.....	23
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL	23
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX (DRP).....	23
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES.....	23

4.4.	RECOMMANDATIONS RELATIVES L'EXECUTION FINANCIERE	24
4.5.	RECOMMANDATIONS RELATIVES L'AUDIT PHYSIQUE.....	24
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES	24
6.	ANNEXES	25
6.1.	FICHES DE PROJETS.....	26
6.2.	REPOSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	41

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Évaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHÈSE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2014 par le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM. La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le CNTS, les procédures de passation des marchés au titre de la gestion 2014 ont été principalement effectuées suivant le décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Ainsi, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour le CNTS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel lié à l’organisation et à l’environnement de la passation des marchés	
1	Commission des marchés : Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n’ont pas été établis et transmis avant le 5 janvier 2014 à l’ARMP et à la DCMP	Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l’ARMP et à la DCMP conformément à l’arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l’article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
2	Rapports trimestriels : Les rapports trimestriels n’ont pas été élaborés.	Élaborer et transmettre à la DCMP et à l’ARMP les rapports trimestriels conformément à l’arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l’article 35 du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.
5	Archivage : Les documents relatifs à l’exécution des marchés n’ont pas été joints aux dossiers de marchés.	Archiver les dossiers de passation et d’exécution des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l’ARMP.
B	Passation des marchés examinés	
Marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)		
Pour la DRP relative à la fourniture de consommables informatiques, les PV de réception de la première et troisième commande n’ont pas été datés.		Veiller à mentionner les dates d’établissement des PV de réception.

Nous avons noté des retards dans la livraison des commandes pour les DRP relatives à la fourniture de matériel de sensibilisation et de produits d'entretien.	Veiller au respect des délais d'exécution prévus dans les contrats.
Pour les retards constatés, des pénalités n'ont pas été appliquées.	Veiller à l'application de pénalités en cas de retard dans l'exécution comme prévu dans les contrats.
Les lettres d'invitations n'ont pas été datées pour la DRP relative à la fourniture de matériels informatiques.	Veiller à mentionner les dates d'établissement des lettres d'invitations.
Marchés conclus par Appel d'Offres Ouverts (AOO)	
Avis d'attribution définitive non publié pour tous les marchés passés en revue.	Publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier des marchés.	Veiller à l'archivage des dossiers conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.
C Exécution financière	
Pour tous les retards constatés, des pénalités n'ont pas été appliquées comme prévu dans les contrats.	Veiller au respect des dispositions contractuelles.
D Exécution physique	
Absence de PV de réception. Ce point concerne le marché relatif à la rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins.	Veiller à l'établissement de PV pour matérialiser la procédure de réception des commandes.
PV de réception non datés pour la DRP relative à la fourniture de consommables informatiques.	Veiller à mentionner les dates de réception des commandes.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique N°2011-15 du 08Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'État, aux Collectivités locales et aux Établissements publics ;
- Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Éthique en matière de marchés publics
- Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions

de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté N°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment:

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ; - de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante. Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés. La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, est créé par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'État, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- **État, Collectivités Locales, Établissements Publics**

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

- **Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres**

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.6. Modifications apportées par le Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics

Depuis le début de la réforme du système national de passation et de gestion des marchés publics, la réglementation y relative a connu des améliorations successives, qui avaient abouti à l'adoption du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. La mise en application dudit code a permis d'enregistrer des avancés notables qui ont propulsé le dispositif au niveau des standards internationaux, tant du point de vue de la transparence, de l'économie et de la rationalisation de l'utilisation du budget de l'Etat, ainsi que de la participation du secteur privé national aux appels d'offres, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Nonobstant ces acquis, il a été constaté, de façon récurrente, des difficultés pour les autorités contractantes de mener à bien leurs procédures de passation de marchés, et partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans un souci d'efficacité des procédures de passation des marchés publics, il a été jugé nécessaire d'abroger le décret n°2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de le remplacer par un autre.

Le décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics met l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et la responsabilisation des autorités contractantes à travers, notamment, le relèvement des seuils d'application des procédures du code des marchés publics avec toujours comme principes directeurs le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie.

2.7. Arrêtés d'application du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics

L'application de certaines dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, avait nécessité la prise d'arrêtés relatifs à :

- l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- la détermination du nombre et des conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- l'établissement des commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- l'établissement du modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- la détermination des seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- la détermination des seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

L'adoption d'un nouveau Code des Marchés publics, à travers le décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014, a rendu nécessaire la mise à jour de ces textes d'application, d'autant plus que des changements sont intervenus, pour certains, sur le numéro des articles du code auxquels ils faisaient référence.

Aussi, corolairement au relèvement des seuils de passation, il est procédé à un rehaussement des seuils d'exigibilité des garanties de soumission et de bonne exécution, pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Ainsi, en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics, les seuils en dessous desquels il n'est pas requis la garantie de soumission passent :

- de 30 millions FCFA TTC à 80 millions FCFA TTC pour les marchés de fournitures et de services ;
- de 60 millions FCFA TTC à 100 millions FCFA TTC pour les marchés de travaux.

Concernant la garantie de bonne exécution, dorénavant en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics, elle n'est obligatoire que :

- pour les marchés de fournitures et de services dont le montant est égal ou supérieur à 70 millions FCFA TTC, contre initialement 25 millions FCFA TTC, et ;

- pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont le montant est égal ou supérieur à 100 millions FCFA TTC, contre initialement 35 millions FCFA TTC.

Par ailleurs, à la faveur de la réforme introduite par l'Acte 3 de la décentralisation, prise en compte par le nouveau Code des Marchés Publics, l'arrêté d'application de l'article 36, alinéa 7 relatif aux commissions des marchés dans les régions autres que Dakar, prévoit, en plus des commissions régionales, les commissions départementales.

Egalement, compte tenu de ladite réforme, l'arrêté d'application de l'article 79 du Code des Marchés concernant les procédures simplifiées applicables aux marchés des petites collectivités locales, ne fait plus référence aux communautés rurales qui n'entrent plus dans la catégorie des collectivités locales.

Enfin, pour la mise en œuvre de l'article 141 du Code des Marchés Publics, les modalités du contrôle exercé par les cellules de passation sur les marchés échappant à la revue de la Direction centrale des marchés publics, sont décrites dans l'arrêté portant organisation et fonctionnement des cellules de passation, lequel dorénavant portera application des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics.

LISTE DES ARRETES PRIS EN APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS

- Arrêté N° 00866 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00863 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 79 du Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;
- Arrêté N° 00862 du 22 janvier 2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00861 du 22 janvier 2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;

- Arrêté N°00860 du 22 janvier 2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00106 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés Publics.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation du CNTS

Le Centre National de Transfusion Sanguine(CNTS) a été créé par arrêté N°2464/SP du 28 avril 1951 sous le nom de Centre Fédéral de Transfusion Sanguine.

Ce centre avait pour mission de collecter, traiter et distribuer le sang et ses dérivés sur toute l'étendue l'Afrique Occidentale Française.

Avec l'avènement des indépendances en 1960 ce centre fédéral est devenu un centre national avec des missions restreintes à l'étendue du territoire national.

Au fur et à mesure que la médecine se développe dans le pays, il a été créé depuis 1971, treize banques de sang périphériques pour satisfaire aux besoins en sang et dérivés sanguins des structures sanitaires publiques et privées sous la tutelle du CNTS par arrêté N°004949/MSP du 04 mai 1985.

Dans le souci d'une meilleure rationalisation de la transfusion sanguine au Sénégal, le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a pris l'arrêté N°10939/MSPAS/CNTS du 08 octobre 1990 organisant le prélèvement, le conditionnement, la distribution et l'utilisation du sang humain, son plasma et leurs dérivés.

A la faveur de la Réforme Hospitalière introduite par la loi 98-12 du 02 Mars 1998 à son article 20, le CNTS est érigé en Établissement Public de Santé (EPS) par décret N°2002-08 du 10 janvier 2002.

- **Mission du CNTS**

Le CNTS a pour mission :

- De collecter, de traiter et de distribuer le sang et ses dérivés sur toute l'étendue du territoire national ;
- De superviser et de centraliser l'ensemble des données techniques et administratives des banques de sang placées sous sa tutelle ;
- D'appliquer la politique gouvernementale en matière de transfusion sanguine ;
- De veiller à la mise en œuvre du programme d'assurance qualité et sécurité en matière de transfusion ;
- D'assurer la prise en charge des donneurs, de certaines maladies du sang nécessitant une hémothérapie ;
- De développer la formation et la recherche en transfusion sanguine ;
- D'améliorer la santé des populations par des prestations de qualité et des actions d'information, d'éducation et de communication.

3.1.2. La commission des marchés

La commission des marchés a été mise en place par décision N° MSP/DES/CNTS/0046 du 27 janvier 2014. Elle est composée de :

- Président : M Ousmane Nabé BERTHE chef du service RH;
- Membre : Mballo Dia THIAM chef de Service Administratif et Financier ;
- Membre : YoussouBamar GUEYE médecin chef PPCD;
- Membre : Alioune Badara SENGHOR chef pharmacie
- Représentant du Ministère de la santé et de l'action sociale;
- Représentant du contrôle financier de l'État.

et les suppléants.

Constats

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis avant le 5 janvier 2014 conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris

en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

3.1.3. La cellule de passation des marchés

La cellule de passation des marchés a été mise en place par décision N°0047 du 27 janvier 2014. Elle est composée de deux membres: le coordonnateur Mme Thérèse ADANHOGBLOMENO SOW et Mme Diariétou SY BA membre.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés.

Constats

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés en violation des dispositions de l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Un Plan de passation des marchés a été élaboré et publié sur le portail des marchés publics.

3.1.5.2. Avis général de passation des marchés

Un avis général de passation des marchés a été élaboré et publié dans le soleil du 08 janvier 2014.

3.1.6. Archivage des dossiers

Les documents relatifs à l'exécution des marchés n'ont pas été joints aux dossiers des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

Constat

Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

3.1.7. Registre des marchés

Constats

Le CNTS dispose d'un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés Publics.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Échantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par le CNTS. Cette liste est composée de quatre (04) Appel d'Offres Ouverts pour un montant total de 169 457 832 FCFA et de huit (08) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) pour un montant total de 54 415 014 FCFA TTC. Elle se présente comme suit:

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins	AOO	Travaux	56 795 131
2	Fourniture de matériel de transport un bus de 15 places au moins	AOO	Fourniture	19 962 000
3	Fourniture de collation (donneurs de sang, patients et personnel)	AOO	Fourniture	35 402 706
4	Fourniture réactifs et consommables de laboratoire	AOO	Fourniture	57 297 995
5	Service de nettoyage et entretien des locaux	DRP	Service	6 230 000
6	Service de gardiennage des locaux	DRP	Service	5 310 000
7	Fourniture de	DRP	Fourniture	5 116 480

	consommables informatiques			
8	Fourniture de bureau	DRP	Fourniture	8 378 590
9	Matériel de sensibilisation IEC	DRP	Fourniture	14 983 000
10	Produits d'entretien	DRP	Fourniture	6 244 914
11	Imprimés	DRP	Fourniture	4 293 430
12	Fourniture de matériel informatique	DRP	Fourniture	3 858 600
TOTAL GENERAL		223 872 846FCFA		

Un échantillonnage de 100% a été effectué.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014	
	NOMBRE	MONTANT
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	04	169 857 832
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	08	54 415 014
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	12	223 872 846

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables au CNTS

Type de marches	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)

Huit (08) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de 54 415 014 FCFA TTC. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Pour la DRP relative à la fourniture de consommables informatiques, les PV de réception de la première et troisième commande n'ont pas été datés;
- Les lettres d'invitations n'ont pas été datées pour la DRP relative à la fourniture de matériels informatiques ;
- Nous avons noté des retards dans la livraison des commandes pour les DRP relatives à la fourniture de matériel de sensibilisation et de produits d'entretien ;
- Pour les retards constatés, des pénalités n'ont pas été appliquées.

3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres (AOO)

Quatre (04) marchés sont conclus par Appel d'offres ouverts pour un montant total de 169 857 832 FCFA TTC. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de AO sont les suivants :

- Avis d'attribution définitive non publié pour tous les marchés passés en revue ;
- Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier des marchés.

3.2.5. Marchés ayant fait l'objet d'un recours

Sur la gestion 2014, il n'y a pas eu de recours enregistré auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP.

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

En ce qui concerne l'exécution des contrats, des retards ont été constatés et des pénalités n'ont pas été appliquées. Il s'agit notamment de la DRP relative à la

fourniture de matériel de sensibilisation, de la DRP relative à la fourniture de produits d'entretien et de l'AOO relatif à l'acquisition de matériel de transport.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins	AOO	Travaux	56 795 131
2	Fourniture de matériel de transport un bus de 15 places au moins	AOO	Fourniture	19 962 000
3	Service de nettoyage et entretien des locaux	DRP	Service	6 230 000
4	Service de gardiennage des locaux	DRP	Service	5 310 000
5	Matériel de sensibilisation IEC	DRP	Fourniture	14 983 000

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité en rapprochant les fournitures réceptionnées avec les commandes.

3.4.3. Résultats

Les anomalies relevées sur l'audit physique sont les suivantes :

- Pour la DRP relative à la fourniture de matériel de sensibilisation, la durée d'exécution a été de 45 jours après émission du bon de commande au lieu des 15 jours prévus dans le contrat ;

- Pour l'appel d'offres ouvert relatif à la rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins, un PV de réception n'a pas été établi ;
- Pour l'appel d'offres relatif à la fourniture de matériel de transport, un retard de 15 jours a été noté dans la livraison.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Elaborer et Transmettre à temps à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités contractantes de l'ARMP.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)

- Veiller à mentionner les dates d'établissement des PV de réception ;
- veiller au respect des délais d'exécution prévus dans les contrats ;
- Veiller à mentionner les dates d'établissement des lettres d'invitations.

4.3. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Appel d'Offres

- Publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;

- Veiller à l'archivage des dossiers conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.

4.4. Recommandations relatives l'exécution financière

- Veiller à l'application de pénalités en cas de retard dans l'exécution comme prévu dans les contrats.

4.5. Recommandations relatives l'audit physique

- Veiller à établissement de PV pour matérialiser la procédure de réception des commandes ;
- Veiller à mentionner les dates de réception des commandes ;
- Veiller au respect des délais contractuels.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES

RECOMMANDATIONS AUDIT 2011	NIVEAU D'APPLICATION
Recommandations relatives au système d'archivage	
Photocopier systématiquement et classer contre décharge toute pièce retirée d'un dossier ou envoyée à la DCMF ou à l'ARMP (arrêtés, décisions, chartes, PPM, AGPM, garanties des candidats, justificatifs de règlement, lettres de réclamations et de recours, etc.)	Résolu
Privilégier l'usage de pochettes pour l'archivage plutôt que des chemises à angle afin de réduire les risques de perte de documents (ex: une feuille qui tombe de la chemise par glissement)	Résolu
Dédier spécialement un local destiné à l'archivage et embaucher, dès que possible, un Archiviste capable d'assurer une gestion électronique des dossiers du fait du nombre très important des DAC et de leur complexité.	Résolu
Concernant l'attribution des marchés	
Strictement veiller au respect des critères édictés dans le DAO sous peine de nullité de la procédure.	Résolu

6. ANNEXES

6.1. Fiches de projets

DRP

1. Service de nettoyage et entretien des locaux

DRP N°CNTS-S-03-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	SENEPRO
Date du contrat	20/02/2014
Montant du marché en F CFA TTC	6 230 000 FCFA
Date du PV de réception provisoire	NA
Délai d'exécution	Toute l'année
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'entretien et au nettoyage des locaux du CNTS. Les cinq fournisseurs invités ont tous soumissionné:</p> <p>SENEPRO : 6 230 000 FCFA</p> <p>Elite nettoyage industriel : 986 126 FCFA</p> <p>Sud net : 9 919 200 FCFA</p> <p>EGI : 9 849 468 FCFA</p> <p>Keur Adja Mbene nettoyage : 10 266 000 FCFA</p> <p>Le marché est attribué à SENEPRO l'offre conforme la moins disante.</p>	
Non conformités	- Nous n'avons pas relevé de non-conformité sur cette DRP
Recommandations	

2. Service de gardiennage des locaux

DRP N°3	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	Chawartoun service
Montant du marché en F CFA TTC	5 310 000 FCFA
Date du contrat	20/02/2014
Délai d'exécution	Toute l'année
<p>Il s'agit d'un marché relatif au service de gardiennage des locaux. Parmi les cinq fournisseurs invités deux ont soumissionné. Il s'agit de ;</p> <p>ASS : 6 159 600 FCFA</p> <p>Chawartoun : 5 310 000 FCFA</p> <p>Le marché a été attribué à chawartoun moins disant.</p>	
Non conformités	Nous n'avons pas relevé de non-conformité sur cette DRP
Recommandations	

3. Fourniture de consommables informatiques

DRP N° CNTS-F-01-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	Unitech services
Date du bon de commande	11/04/2014 ; 21/08/2014 ;16/12/2014
Date BL	23/04/2014 ;03/09/2014 ;16/01/2015
Montant du marché en F CFA TTC	5 116 480 FCFA
Date du PV de réception provisoire	Non mentionnée ;03/09/2014 ; non mentionnée
Délai d'exécution	12 jours ;12jours ; 30 jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de consommables informatiques. Cinq candidats ont été invités et tous ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <p>Unitech service : 5 116 480FCFA DIS Dakar informatique : 5 705 300 FCFA National Prestique Groupe : 5 779 640 FCFA Global Tehnologie Systeme : 5 022 500HT SERN : 5 705 300 FCFA</p> <p>Le marché a été attribué au moins disant.</p>	
Non conformités	- les PV de réception de la 1 ^{ère} et 3 ^{ème} commande n'ont pas été datés. Seules les dates des BL sont disponibles
Recommandations	Veiller à inscrire toutes les mentions requises dans les PV de réception

4. Fourniture de bureau

DRP N° CNTS-F-04-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	BK solutions multiservices
Date du bon de commande	09/04/2014
Montant du marché en F CFA TTC	8 378 590 FCFA
Date du contrat	20/02/2014
PV de réception	22/04/2014
Délai d'exécution	11jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'achat de fourniture de bureau. Les cinq candidats invités ont tous soumissionné. Il s'agit de :</p> <p>Manitech : 11 093 947 FCFA</p> <p>BK solution multiservices :8 378 590 FCFA</p> <p>MagicPrint :12 628 035 FCFA</p> <p>IMHS : 9 357 990 FCFA</p> <p>Services plus : 10 620 177 FCFA</p> <p>Le marché a été attribué au moins disant.</p>	
Non conformités	- Nous n'avons pas relevé de non-conformité sur cette DRP
Recommandations	

5 Matériel de sensibilisation IEC

DRP N° CNTS-F-04-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	ETS Bandjere
Date du contrat	06/03/2014
Date du bon de commande	11/04/2014
Montant du marché en F CFA TTC	14 983 000FCFA
Date du PV de réception	26/05/2014
Délai d'exécution	1 mois 15jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériel IEC. Tous les candidats invités ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <p>Mamiexport-import 15 915 600FCFA</p> <p>NGW services : 15 995 800 FCFA</p> <p>ETS Bandjere : 14 983 000 FCFA</p> <p>Lamco industries 15 467 000 FCFA</p> <p>Global acces : 14 447 200FCFA</p> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Il s'agit de ETS Bandjere.</p>	
Non conformités	- la durée d'exécution a été de 45 jours après émission bon de commande au lieu des 15 jours prévus dans le contrat et des pénalités de retard n'ont pas été appliquées.
Recommandations	- veiller au respect des délais d'exécution prévus et appliquer des pénalités en cas de retard.

6 Produit d'entretien

DRP N° F-06-CNTS-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	BOK BEN
Date du bon de commande	11/04/2014 ; 06/08/2014
Montant du marché en F CFA TTC	6 244 914 FCFA
Date du contrat	20/02/2014
Date du PV de réception provisoire	22/04/2014 ; 01/09/2014
Délai d'exécution	11jours ; 25jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de produits d'entretien. Tous les candidats invités ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <p>National prestige groupe : 6 534 535 FCFA</p> <p>Bachelor group senegal : 6 822 950 HT</p> <p>Bok ben : 6 244 914 FCFA</p> <p>SOS sénégal office services : 6 265 400 FCFA</p> <p>Planete distribution : 6 869 405 FCFA</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant 6 244 914 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	- Pour la deuxième commande le délai de 15jours prévu dans le contrat n'a pas été respectée et des pénalités de retard n'ont pas été appliquées.
Recommandations	- veiller au respect des délais d'exécution et à l'application de pénalités en cas de retard.

7 Imprimés

DRP N° DRP-CNTS-F-07-2014	
Date d'invitation	20/01/2014
Date de dépôt des offres	04/02/2014
Délai de préparation des offres	15jours
Date d'attribution	04/02/2014
Attributaire	Imprimerie Salam
Date du bon de commande	14/04/2014; 09/06/2014 ;18/11/2014 ;24/12/2014
Montant du marché en F CFA TTC	3 638 500HT
Date du contrat	20/02/2014
Date du PV de réception provisoire	30/04/2014 ;11/06/2014 ;05/01/2015 ;06/01/2015
Délai d'exécution	15 jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'imprimés. Tous les fournisseurs invités ont soumissionné. Il s'agit de :</p> <p>PAM Multiservices 3 829 950 HT</p> <p>Graph art imprimerie 4 191 000HT</p> <p>Imprimerie Kalomgraphic 4 476 900 HT</p> <p>Imprimerie Salam 3 638 500HT</p> <p>Mamiexport-import 4 231 150 HT</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant 3 638 500HT.</p>	
Non conformités	Nous n'avons pas relevé de non-conformité sur cette DRP
Recommandations	

8 Fourniture de matériels informatiques

DRP N° CNTS-F-09-2014	
Date d'invitation	Non précisée
Date de dépôt des offres	04/03/2014
Délai de préparation des offres	Non précisé
Date d'attribution	04/03/2014
Attributaire	Carrefour multimédia informatique
Date du bon de commande	09/05/2014
Montant du marché en F CFA TTC	3 858 600 FCFA
Date du PV de réception provisoire	28/08/2014
Délai d'exécution	3 mois 20 jours
Fournisseurs consultés	
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériel informatique. Quatre offres ont été reçues. Il s'agit de :</p> <p>Carrefour multimédia informatique : 3 858 600 FCFA</p> <p>2 ECI : 3 398 400 FCFA</p> <p>CATN : 3 646 600 FCFA</p> <p>Univers informatique : 3 209 600 FCFA</p> <p>Le marché est attribué à carrefour multimédia la seule offre conforme F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'invitation n'ont pas été datées ; - La lettre envoyée à IBE n'a pas été déchargée.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - veiller l'inscription de la date d'émission des lettres d'invitation.

AOO

1 Rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins

APPEL D'OFFRES OUVERT N° AOO-T-01-CNTS-2014	
Objet	Rénovation des salles de collecte et de préparation des produits sanguins
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	23/07/2014
Date d'ouverture des offres	26/08/2014
Attributaire	Afrique Equipe Plus
Date de publication de l'attribution provisoire	01/10/2014
Reference du contrat	T 1895/14
Date approbation du marché	17/10/2014
Date de souscription	16/10/2014
Délai de livraison	4 mois après émission bon de commande
Bon de commande	10/11/2014
Date de publication de l'attribution définitive	Non publié
Date de la réception provisoire	Absence de PV de réceptions
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un contrat de marché relatif à des travaux de réhabilitation et d'extension des salles de collecte et de préparation des produits sanguins. Trois offres ont été reçues. Il s'agit de :</p> <p>PBS SARL : 57 534 597 TTC</p> <p>Afrique Equipe Plus : 56 373 870 TTC</p> <p>Diatar Edifice : 61 180 359 TTC</p> <p>Le marché a été attribué à Afrique Equipe Plus conforme et moins disant pour 56 373 870 FCFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de publication de l'attribution définitive; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier ; - Absence de PV de réception.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- veiller à la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;- veiller à l'archivage des dossiers conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP ;- veiller au respect des délais d'exécution et à l'établissement de PV matérialisant la procédure de réception.
------------------------	---

2 Fourniture de matériel de transport un bus de 15 places au moins

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F10-CNTS-2014	
Objet	Fourniture de matériel de transport
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	12/04/2014
Date d'ouverture des offres	15/05/2014
Attributaire	CFAO SENEGAL
Date de publication de l'attribution provisoire	20/06/2014
Date de souscription	23/06/2014
Date approbation du marché	08/07/2014
Délai de livraison	15 après émission bon de commande
Bon de commande	24/07/2014
Date de publication de l'attribution définitive	Non publiée
Date de la réception provisoire	03/09/2014
Date de la réception définitive	03/09/2014
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'acquisition de matériel de transport (un bus de 15 places au moins). Trois offres ont été reçues. Il s'agit de :</p> <p>CFAO : 19 962 000 FCFA CCBM : 14 500 000 FCFA TATA AFRICA : 18 550 000 FCFA</p> <p>Seule l'offre de CFAO a été conforme. Donc le marché lui a été attribué pour 19 962 000 FCFA.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de publication de l'attribution définitive; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier ; - Retard de 15 jours dans la livraison du véhicule
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - veiller à la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics; - veiller à l'archivage des dossiers conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP ; - veiller au respect des délais d'exécution.

3 Fourniture de collation (donneurs de sang, patients et personnel)

APPEL D'OFFRES OUVERT N° AOO-S-08-CNTS-2014	
Objet	Fourniture de collation (donneurs de sang, patients et personnel)
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	15/03/2015
Date d'ouverture des offres	16/04/2014
Attributaire	PAPA GASTRO
Date de publication de l'attribution provisoire	06/06/2014
Date de souscription	30/06/2014
Date approbation du marché	30/06/2014
Montant	35 402 706 FCFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	Non publiée
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de collation. Trois fournisseurs ont soumissionnés. Il s'agit de :</p> <p>PAPA GASTRO ENTREPRISE SAKHA YAYE LE SEDAR</p> <p>Le marché a été attribué à PAPA GASTRO conforme et moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de publication de l'attribution définitive; - Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - veiller à la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics; - veiller à l'archivage des dossiers conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP ;

4 Fourniture de réactifs et consommables de laboratoire

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F-01-CNTS-2014			
Objet			Fourniture de réactifs et consommables de laboratoire
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres			15/03/2014
Date d'ouverture des offres			16/04/2014
Attributaire	SOTELMED	19 338 340 FCFA	
	Technologie services	13 801 259 FCFA	
	DRP	10 574 800 FCFA	
	SSM	2 465 724 FCFA	
	PRO 2 LAB	1 885 500 FCFA	
	GALANDER GROUP	442 000 FCFA	
Date de publication de l'attribution provisoire			13/06/2014
Date de souscription des contrats			23/06/2014
Date d'approbation des contrats			08/07/2014
Délai de livraison			15 après émission bon de commande
Date de publication de l'attribution définitive			Non publiée
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de réactifs et consommables de laboratoires. Le marché est subdivisé en 4 lots. Huit fournisseurs ont soumissionné. Il s'agit de :			
GALANDER GROUP TECHNOLOGIES SERVICES SSM PRO 2 LAB DRP MEDITECHS SOTELMED SODEMED			
Non conformités		<ul style="list-style-type: none">- Absence de publication de l'attribution définitive;- Les documents relatifs à l'exécution n'ont pas été joints au dossier.	

Recommandations

- veiller à la publication de l'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics;
- veiller à l'archivage des dossiers conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP .

6.2. Réponse de l'Autorité Contractante



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un but – Une foi

N° 10-462 MSAS/DGS/DES/CNTS

Dakar, 31 août 2015

MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

Direction des Etablissements de Santé

Centre national de Transfusion sanguine

Le Directeur

Objet : Revue à postériori des marchés du CNTS pour l'exercice budgétaire 2014

Monsieur,

Je vous remercie de nous avoir transmis le rapport de la revue des marchés publics exécutés par le CNTS en 2014. Les constats et recommandations ont surtout porté sur le respect des délais, la datation de tous les documents, l'exhaustivité de l'archivage et les pénalités à appliquer en cas de retard d'exécution des marchés.

Je me réjouis qu'il n'y ait pas eu d'écarts majeurs pouvant faire douter de la sincérité du processus de passation des marchés.

Nous avons pris en compte toutes les recommandations et l'ensemble de l'équipe s'engage à les corriger dans les processus de passation de marchés ultérieurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée



M. Mame Thierno MBACKE
Pour le Groupement GMS/SSPM



